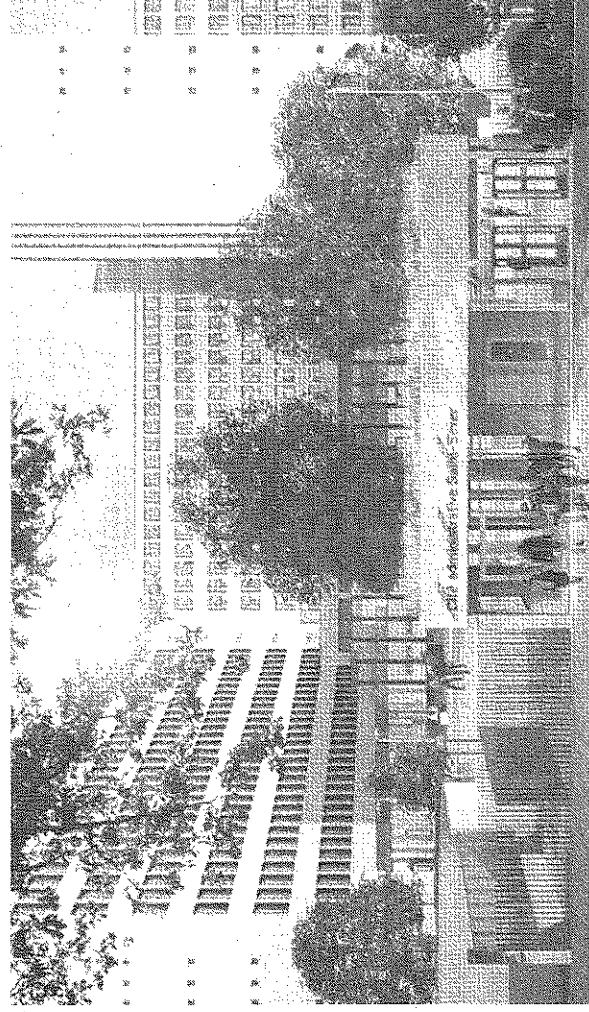


Trois ans pour une métamorphose

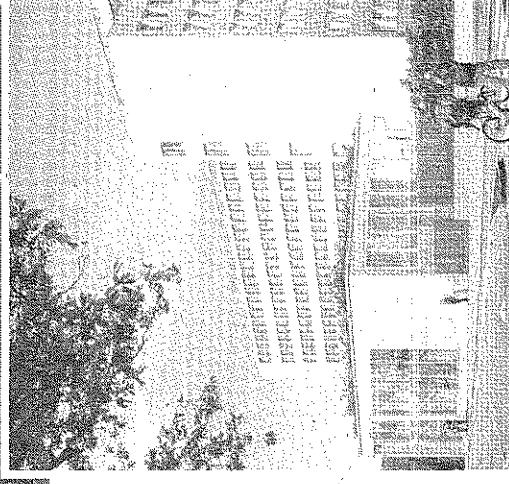
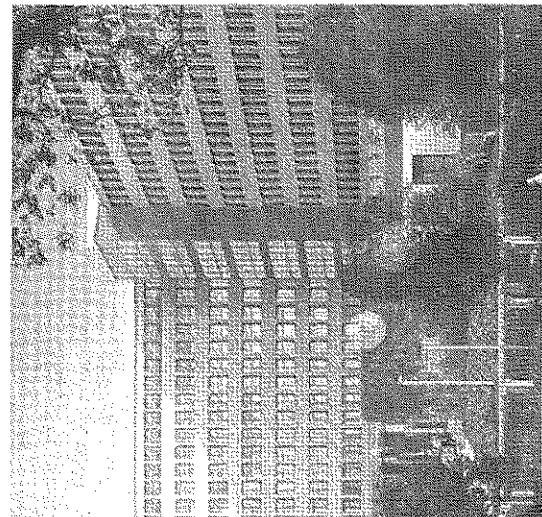
Urbanisme. C'est Bouygues Bâtiment Grand-Ouest qui a finalement hérité du vaste projet de rénovation de la cité administrative de Rouen. D'ici la fin du chantier, en 2023, 96 M€ seront investis pour notamment réduire la facture énergétique.

C'est un projet d'envergure - « l'un des plus grands chantiers de la métropole », comme le qualifie Jean-Michel Mendret, président-directeur général adjoint de Bouygues Bâtiment France Europe et Grand-Ouest - qui a décroché le marché de conception-réalisation pour la rénovation de la cité administrative de Rouen. Le « dialogue compétitif » a duré près d'une année.

Située en front de Seine rive gauche, cette « cité Saint-Sever », qui s'étend sur une surface de plus de 38 000 m², n'a jamais fait l'objet de travaux importants sur l'ensemble de sa structure depuis sa construction, dans les années 1960. Et la grande première ne passera pas inaperçue : sur le milliard d'euros prévus par le gouvernement pour la rénovation de trente-neuf cités administratives en France, 96 M€ seront investis dans le site rouennais.



La cité administrative sera complètement réhabilitée d'ici 2023. La seule et unique entrée se trouvera alors cours Clemenceau. L'entrée actuelle, rue Saint-Sever, sera transformée en auditorium. (Photos cabinet d'architecture Artefact)



Économies d'énergie et de fonctionnement

Outre l'opération de désamiantage, les travaux de modernisation viseront à améliorer les performances énergétiques et à obtenir le label bâtiment basse consommation (la facture sera réduite de 70 % et des panneaux photovoltaïques seront installés). « C'est une passoire thermique, avec 2 800 fenêtres en simple vitrage », explique Pierre-André Durand, le préfet de Seine-Maritime, soulignant « l'inconfort » des 1 300 agents répartis dans sept directions des services de l'État. Ils seront d'ailleurs 1 800 à la fin de la vaste opération, ce qui correspond à la capacité d'accueil initiale. « Dix sites sont actuellement loués dans la ville. Nous mettrons un terme à ces baux, ce qui engendra des économies de frais de fonctionnement. », poursuit le haut fonctionnaire. Concrètement, la structure sera conservée,

mais les locaux réorganisés avec la création d'une course longitudinale (de l'avenue Jacques-Cartier à la rue Saint-Sever) et d'espaces de convivialité, qui amélioreront sensiblement les conditions de travail des employés. Les changements principaux, c'est Laurent Le Bouëté, architecte au cabinet Artefact que Bouygues Bâtiment Grand-Ouest a sollicité, qui les détaille : « Il n'y aura plus qu'une entrée principale, cours Clemenceau, avec une répartition claire des flux piétons. L'élément végétal y sera intégré ainsi qu'une piste cyclable. Trois murs-rideaux seront aménagés sur la façade et ouvriront des cadres de vue sur la Seine. L'entrée rue Saint-Sever sera transformée en auditorium. » Le professionnel fait état, globalement, d'une « écriture plus fine », « plus sobre » et « contemporaine », le but étant de « redonner ses lettres de noblesse » à la cité, qu'elle retrouve « une identité forte au sein de la métropole ». La co-visibilité avec la cathédrale et la proximité avec le conseil départemental exigent une cohérence architecturale, d'où la nécessité de ne pas dénaturer le site, caractéristique du XXe siècle.

La signature officielle entre le groupement conduit par Bouygues Bâtiment et la préfecture de Seine-Maritime, ce lundi 2 décembre, lance, après une première phase de projet, la phase opérationnelle. L'ensemble du site aura fini d'être rénové mi-2023. « Il s'agit de trois années exigeantes pour nous tous, mais l'enjeu est important », note Pierre-André Durand.

Jean-Michel Mendret, de son côté, laisse entendre que le dérangement sera minimal. « Nous avons deux objectifs : assurer la continuité du service public et conserver la qualité de vie des agents. »

Il se dit ravi d'« ouvrir la voie au plan national », car la cité administrative rouennaise est bel et bien la première à bénéficier du plan de rénovation initié par le ministère de l'Action et des Comptes publics (elle est la quatrième plus grande en France). « Les premières transformations se verront dès 2020 », conclut Laurent Le Bouëté.

MARGOT NICODÈME
m.nicodeme@gmail.com

REPERES

Le projet, en chiffres

- 96 M€, c'est le coût total des travaux qui courent jusqu'à mi-2023.
- Sur le plan national, ce sont 39 cités administratives qui seront modernisées pour un investissement d'un milliard d'euros. Rouen est la première à en bénéficier.
- 500 nouveaux postes seront créés au sein de la cité administrative pour répondre à la volonté du gouvernement de « réduire l'éclatement des services sur un territoire donné ».

RMB NANTES
9^{ÈME} JOURNÉE PRO B
VENDREDI 6 DÉCEMBRE
20H30
KINDARENA

Logos: METROPOLE, NANTES, MORAZENBE, KINDARENA, SUPER@, bono, NORMANDE